



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mercredi 13 mars 2024

Politique européenne.....	2
Conseil des ministres des Finances	2
Déclarations de Riikka Purra.....	2
Ministère des Finances	2
Dettes publiques	2
Guerre en Ukraine	3
Importations d'armement en Europe	3
Selon le PDG de la banque OP, les sanctions économiques ne vont pas briser la Russie	3
L'industrie de la scierie souhaite élargir les sanctions contre la Russie	3
Social.....	3
Le syndicat Teollisuusliitto accuse le patronat EK du plus grand lock-out de l'histoire	3
La pénurie d'essence menace les transports publics	4
Voici ce qui arrivera à la Finlande si le gouvernement réussit ses trois réformes.....	5
Neste supprime 320 emplois en Finlande.....	6
Musique.....	6
Carla Bruni et Angélique Kidjo se produiront au Festival de Helsinki « Helsingin juhlatiivat »	6

Politique européenne

Conseil des ministres des Finances

Communiqué du Ministère des finances

Mardi 12 mars, le Conseil Affaires économiques et financières de l'UE a décidé de recommander au Parlement européen d'accorder la décharge à la Commission sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2022. La Finlande ainsi que quatre autres États membres ont voté contre la recommandation.

La Finlande était représentée à la réunion par la ministre des Finances Riikka Purra.

« Pour la première fois, nous avons voté contre la recommandation de décharge à la Commission. Le nombre d'erreurs dans l'exécution du budget de l'UE est devenu trop élevé. La Commission doit prendre des mesures pour réduire ce niveau d'erreurs », a déclaré Purra.

La Finlande, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas et l'Autriche ont voté contre la recommandation. C'est le Parlement européen décide d'accorder ou non la décharge.

https://valtioneuvosto.fi/-/10623/eu-n-pitaa-vahentaa-virheita-budjetin-toimeenpanossa?languageld=en_US

Lire la déclaration de la Finlande et des quatre autres États membres (en anglais) :

<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-6179-2024-ADD-2/en/pdf>

Déclarations de Riikka Purra

Pour la première fois depuis son adhésion à l'UE, la Finlande s'est opposée à la décharge à la Commission sur l'exécution du budget général de l'Union européenne. La raison en est l'inquiétude de la Finlande face à l'augmentation des erreurs dans l'utilisation des fonds européens.

La ministre des Finances Riikka Purra (ps) a écrit sur X que la Finlande ne soutient pas la décharge à la Commission européenne "en raison de l'augmentation significative des erreurs budgétaires et d'autres problèmes".

"La Finlande considère que, sur la base des conclusions présentées par la Cour des comptes, le niveau de gestion financière dans l'UE s'est affaibli. La Finlande considère que le grand nombre d'engagements impayés et la lenteur de la mise en œuvre des programmes financés par l'UE ainsi que la nette augmentation du nombre d'erreurs témoignent de carences dans la gestion et le contrôle des fonds", indique la position du gouvernement et le comité d'audit.

"La Finlande estime que la Commission doit renforcer les mesures visant à réduire le niveau des erreurs de paiement et que la gestion financière doit être améliorée dans tous les domaines en simplifiant les règles et l'administration et en rendant la surveillance plus efficace."

HS

Ministère des Finances

Dettes publiques

Le ministère des Finances a pris la décision de changer la gestion de la dette publique finlandaise. L'économie publique lourdement endettée tolère moins bien qu'avant les risques engendrés par un taux d'intérêt variable.

La réforme la plus importante est d'abandonner le recours aux dérivés de taux qui ont permis au Trésor qui gère la dette de changer des emprunts à taux fixe en emprunts à taux variable.

Pendant longtemps, ces derniers étaient intéressants pour la Finlande, mais depuis l'augmentation du taux d'intérêt par la BCE, ces obligations sont devenues moins intéressantes. C'est le ministère des Finances qui définit la stratégie de la gestion de la dette que le Trésor met en œuvre au niveau opérationnel.

HS/A33

Guerre en Ukraine

Importations d'armement en Europe

Hufvudstadsbladet rend compte de l'impact de la guerre en Ukraine sur les importations européennes d'armes. L'institut de la recherche sur la paix Sipri a publié des chiffres concernant l'évolution de 2019 en 2023. Ces dernières années, elles ont augmenté de 94 % par rapport à la période de 2015 en 2019 et cette tendance devrait continuer.

La plupart des armes achetées par les Etats européens viennent des Etats-Unis, qui est responsable de 42 % des exportations mondiales d'armes.

HBL/mar/15

Selon le PDG de la banque OP, les sanctions économiques ne vont pas briser la Russie

Le PDG de la banque OP Timo Ritakallio estime que la Russie ne pourra pas être brisée par les sanctions économiques mises en place. Il indique qu'un quart des pays du monde seulement condamnent l'action de la Russie en Ukraine. Il existe une demande importante pour le pétrole russe, par exemple.

Selon Ritakallio, la Russie se transforme fortement en économie de guerre. Il craint que la guerre dure longtemps.

Ritakallio commente brièvement la situation sur le marché de travail et insiste sur l'importance des réformes concernant la vie professionnelle. Il estime que les grèves ne servent guère à attirer des clients ni des investissements pour les entreprises exportatrices.

HS/A34

L'industrie de la scierie souhaite élargir les sanctions contre la Russie

Selon le syndicat de l'industrie de scierie, des produits de bois russes continuent à être importés au Japon.

L'industrie finlandaise de la scierie a vu ses exportations au Japon passer de 600 millions d'euros en 2022 à 300 millions d'euros en 2023.

Il faudrait, selon le syndicat, élargir les sanctions contre la Russie dans ce secteur et pousser le Japon à intégrer ce front. Le secteur de la scierie industrielle souhaite que l'UE œuvre activement pour convaincre le Japon qui est un des premiers marchés pour les produits de bois dans le monde. La part de la Russie dans le marché japonais s'élève à 15 %, selon le secteur de l'industrie de scierie.

HS/A34

Social

Le syndicat Teollisuusliitto accuse le patronat EK du plus grand lock-out de l'histoire

La Confédération des employés des industries finlandaises *Teollisuusliitto* accuse la Confédération des employeurs finlandaise *EK* et le patronat de l'Industrie technologique *Teknologiäteollisuuden työnantajat ry* de déclarer le plus grand lock-out de l'histoire de la Finlande. *Teollisuusliitto* interprète la politique de fermeture des usines comme signifiant une déclaration d'un lock-out. Un lock-out est une action industrielle des employeurs qui consiste à refuser aux travailleurs l'accès au lieu de travail et à suspendre leur salaire. Selon *Teollisuusliitto*, la loi oblige sans ambiguïté l'employeur à payer sept jours de salaire, même si les usines doivent être fermées en raison des effets de la grève et que le travail est donc empêché.

« Tous les employeurs qui refusent de payer sept jours de salaire seront poursuivis en justice », a déclaré Riku Aalto, le président de *Teollisuusliitto*.

La loi prévoit qu'un travailleur a le droit d'être payé, même s'il est empêché de travailler, pendant un minimum de sept jours si la raison est due à une action syndicale menée par d'autres travailleurs et qui n'est pas liée à ses conditions de travail.

L'employeur estime qu'il existe désormais une relation de dépendance entre les grévistes des ports et les ouvriers des usines. Selon l'employeur, le paiement du salaire peut être interrompu immédiatement en cas d'incapacité de travail, car la grève dans les ports en vigueur a créé une dépendance à l'égard des conditions d'emploi des ouvriers dans les usines. L'interprétation de la loi s'applique au travail qui n'est pas directement affecté par la grève mais qui est empêché par les effets indirects de la grève.

« Les masques sont tombés. Le gouvernement et les entreprises ne font qu'un. Les employeurs utilisent le lock-out pour faire pression sur les travailleurs afin qu'ils cessent de s'opposer aux changements dans leur vie professionnelle », déclare Aalto dans un communiqué de presse.

Jarkko Ruohoniemi, directeur général de la Fédération des employeurs de l'industrie technologique *Teknologiategollisuuden työnantajat*, a déclaré mardi que les syndicats membres de EK avaient accepté que le paiement des salaires soit immédiatement interrompu dans toutes les usines qui ont dû arrêter leur production en raison des effets secondaires de la grève de deux semaines. Les organisations patronales du secteur des entreprises estiment que les salaires des entreprises peuvent être suspendus dès que le travail est empêché par une grève politique. Elles affirment que cela est possible parce que les grèves sont liées aux conditions de travail des travailleurs.

« Notre interprétation est que si une grève politique laisse des gens sans travail, l'employeur peut cesser de payer les salaires immédiatement à partir du moment où l'incapacité réelle de travailler commence », a déclaré à STT Minna Helle, vice-présidente du patronat de l'industrie technologiques *Teknologiategollisuus*. *Teknologiategollisuus* a indiqué à ses entreprises membres que l'employeur peut cesser de payer les salaires dans une telle situation. La décision de suspendre le paiement des salaires est prise par les entreprises.

Ruohoniemi a déclaré que les employeurs de *Teknologiategollisuus* utilisaient la logique de la Confédération finlandaise des syndicats SAK, où un petit groupe fait grève au nom de tous les travailleurs pour empêcher la mise en œuvre des réformes du gouvernement.

Les entreprises forestières ont annoncé qu'elles allaient fermer leurs usines et cesser de payer les salaires des travailleurs, alors que le transport de marchandises est bloqué par des grèves dans les ports et le fret ferroviaire. *Kouvolan Sanomat* a rapporté lundi que la fermeture de l'usine de papier Kymi d'UPM entraînera une suspension du travail et, par la même occasion, des salaires immédiatement. Le syndicat des employés du papier *Paperiliitto* a déclaré à *Helsingin Sanomat* que la suspension des salaires s'applique également aux autres usines d'UPM où la production est arrêtée en raison des effets secondaires des grèves. *Stora Enso* fermera son usine de carton et de pâte à papier de Varkaus à partir de mercredi. Les activités de l'usine et de la scierie de Varkaus se poursuivront. *Stora Enso* a déjà arrêté certaines lignes de production dans ses usines d'Imatra, et d'autres lignes vont être arrêtées. Dans les usines d'Oulu, d'Anjalankoski et de Uimaharju à Joensuu, l'entreprise n'arrête pas la production pour le moment. Helle a déclaré que les effets de la grève sur les ports auront un impact considérable sur l'ensemble de l'industrie technologique. Les ports sont une voie d'acheminement très importante pour les composants et les matières premières nécessaires aux processus de production industrielle. Selon Helle, les entreprises peuvent également être amenées à arrêter leur production en raison de ruptures de stock lorsque les exportations sont au point mort.

HS/A7 & TS/7

La pénurie d'essence menace les transports publics

Les perturbations de la distribution de carburant causées par des grèves politiques peuvent interrompre certains transports publics dans la région d'Helsinki, ainsi qu'à Jyväskylä et Lahti, entre autres.

Selon Henrik Mikkola, PDG de *Koiviston Auto*, le premier dépôt de la région métropolitaine d'Helsinki sera à court de carburant dès mercredi soir. Il n'y aura plus de carburant d'ici le week-end, et après cela, seuls des bus électriques seront en service. L'entreprise a reçu un avis du distributeur de carburant *Neste* l'informant qu'il n'y aurait plus de livraisons de diesel, indique Mikkola.

Koiviston Auto exploite environ un tiers des bus de HSL (régie des transports de la capitale). *Nobina* et *Pohjolan Liikenne* ont également communiqué des données similaires. Koiviston Auto assure également le transport local à Jyväskylä, Lahti, Kuopio et Tampere, par exemple. Les bus de long distance *Onnibus* de Koiviston Auto fonctionneront normalement, affirme Mikkola. Neste est le seul fournisseur de carburant de Koiviston Auto. Selon Mikkola, le carburant des bus de l'entreprise, diesel ou biodiesel, est acheté auprès de Neste et livré aux dépôts. En pratique, les bus diesel de la compagnie cesseront de circuler dans les villes où la compagnie fait le plein dans ses propres dépôts.

HS/A8

Voici ce qui arrivera à la Finlande si le gouvernement réussit ses trois réformes

Le gouvernement de Petteri Orpo (Coalition nationale) entend révolutionner le marché du travail par trois réformes en particulier : la diminution des allocations chômage liées à la rémunération, l'extension des accords locaux d'entreprises et un modèle salarial axé sur l'exportation.

Voici les avantages et les inconvénients des réformes.

Un modèle salarial axé sur les exportations

Dans un modèle salarial axé sur les exportations, les augmentations de salaires dans tous les secteurs seraient liées à la ligne salariale de l'industrie d'exportation. Selon le gouvernement, ce modèle permettrait de maintenir la compétitivité de la Finlande.

Les avantages:

Les experts économiques estiment également qu'un modèle salarial axé sur les exportations peut améliorer ou au moins stabiliser la compétitivité de la Finlande.

Les inconvénients :

Les effets d'un modèle axé sur les exportations dépendent également de la manière dont le système est mis en place, selon les experts économiques. Ils mettent en doute le modèle statutaire que le gouvernement préconise si aucun accord n'est trouvé sur le modèle.

Un modèle statutaire pourrait devenir un carcan rigide qui n'atteindrait pas son but. Par exemple, il pourrait rendre plus difficile l'augmentation des salaires dans les secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre et la réalisation de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Kauhanen de *Etlä* s'interroge sur la définition des secteurs qui composeront la ligne salariale et sur le rôle du médiateur national. Comment le niveau des augmentations salariales est-il défini dans la loi, par un pourcentage ou en valeur ?

Il doute également que la paix sociale en Finlande puisse être affectée si le gouvernement adopte un modèle de salaire légal que le mouvement syndical n'a pas accepté. En Suède, ce sont les partenaires sociaux qui se sont mis d'accord sur un modèle et la paix sociale a été très bonne depuis.

Diminution des allocations chômage liées à la rémunération

Le gouvernement échelonne les allocations de chômage liées à la rémunération en fonction de la durée du chômage. Après huit semaines de chômage, l'allocation sera réduite d'un cinquième de son montant initial. Après 34 semaines, soit environ huit mois de chômage, la réduction passera à un quart.

Les avantages :

Des études montrent que la suppression des allocations de chômage liées au revenu améliore l'emploi. Les finances publiques s'amélioreront également, selon les experts. Toutefois, selon Mika Maliranta de *Labore*, les effets immédiats sur l'emploi pourraient être moindres dans la récession actuelle que si l'économie connaissait une forte croissance.

Les inconvénients :

La diminution des allocations de chômage peut également nuire au bien-être des travailleurs, car les allocations sont réduites très rapidement après le début de la période de chômage, souligne Maliranta de *Labore*. Les travailleurs peuvent choisir des emplois dans lesquels ils ne peuvent pas exploiter leurs compétences et où ils ne se plaisent pas. Ce n'est pas dans l'intérêt à long terme du travailleur ou de l'employeur.

Élargissement des accords locaux d'entreprises

Le gouvernement souhaite que toutes les entreprises aient le droit de négocier les conditions de travail et les salaires au niveau local, qu'elles appartiennent ou non à une association d'employeurs. En outre, les entreprises non syndiquées pourront à l'avenir négocier avec un délégué du personnel non syndiqué.

Selon les syndicats, cela pourrait entraîner une détérioration des conditions de travail si les entreprises ne s'organisent plus dans des syndicats patronaux et ne s'engagent plus à respecter les termes de la convention collective. Cela permettrait, par exemple, l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère.

Les avantages :

Il existe peu de recherches sur l'impact économique des accords locaux, et donc peu de recherches pour en démontrer les bénéfices, par exemple sur l'emploi ou l'investissement. Selon Kauhanen d'Etlä, l'extension des accords locaux se justifie notamment par le fait qu'il y a beaucoup d'entreprises non membres de confédération patronale et d'entreprises sans délégué syndical.

Les inconvénients:

Dans certaines situations, les accords locaux risquent d'affaiblir la position des travailleurs. La situation de négociation n'est pas toujours équitable entre l'employé et l'employeur, déclare Maliranta de Labore.

<https://yle.fi/a/74-20078725>

Neste supprime 320 emplois en Finlande

Le raffineur de pétrole *Neste* va supprimer environ 390 emplois, dont quelque 320 en Finlande. À la fin du mois de septembre de l'année dernière, *Neste* employait environ 6 100 personnes, dont près de 4 000 en Finlande.

Neste a achevé les négociations de son plan social, à la suite de quoi l'entreprise se séparera des employés. Au début des négociations, on estimait à 400 le nombre d'emplois à supprimer. *Neste* estime que la restructuration permettra de réaliser des économies annuelles d'environ 50 millions d'euros.

Neste a annoncé le début des négociations de changement et la simplification de sa structure organisationnelle en novembre. Dans le cadre de ces négociations, la société a fusionné trois unités commerciales de produits renouvelables en une seule unité.

Lorsque les négociations sur le changement ont commencé, le PDG Matti Lehmus a déclaré que la restructuration était due à la forte croissance et à l'expansion de *Neste* au cours des dernières années.

<https://yle.fi/a/74-20078883>

Musique

Carla Bruni et Angélique Kidjo se produiront au Festival de Helsinki « Helsingin juhlat »

Hufvudstadsbladet et Helsingin Sanomat rendent compte des concerts à venir du festival de Helsinki en août et septembre et annoncent la venue de Carla Bruni, pour la première fois, ainsi que d'Angélique Kidjo qui s'est déjà produite de nombreuses fois en Finlande.

HBL, HS